

Ce n'est possible qu'au Luxembourg: le premier ministre mardi dernier lors de la manifestation syndicale devant le parlement, dans la foule en observateur attentif.



PHOTO : DAVID WAGNER

vée, le pas lourd et fatigué, d'un Jean-Claude Juncker revenant de la réception au palais grand-ducal. Et celui-ci de se mélanger à la foule syndicale, assistant stoïquement aux discours pendant une dizaine de minutes. La scène n'a pas manqué d'en étonner plus d'un, aussi bien qu'il fut vite rejoint par certains députés CSV, dont le syndicaliste LCGB Ali Kaes. Si le syndicat chrétien, à l'image de son porte-parole Jean-Paul Baudot, se montre particulièrement combatif, promettant même « de mettre la pression et foutre le bordel », il n'en est pas moins pris dans de profondes contradictions. Des contradictions illustrées par le président du LCGB, Robert Weber, qui vient d'être élu à la Chambre sur la liste du CSV, et qui ne s'est pas trop mêlé à ses propres troupes sur place. Et pour cause : interrogé par le woxx sur son comportement lors du vote à la Chambre, Weber s'est contenté d'une réponse embarrassée et réfléchie : « Je ne pourrai pas être présent car j'ai des obligations ailleurs ». Quant à savoir s'il envisageait de voter par procuration, il répondit que sa « conscience, ne (lui) permet pas d'obliger un collègue à voter 'non' si celui-ci est d'accord avec le texte ». Weber aurait en effet pu s'appuyer sur les deux autres députés CSV qui, comme lui, doivent leur carrière parlementaire au LCGB : Ali Kaes et Marc Spautz. Mais ceux-ci ont finalement voté pour le projet mercredi. Mais le

bilan côté OGBL n'est pas plus glorieux : les député-e-s socialistes issus de ce syndicat comme Vera Spautz ou Claudia Dall'Agnol ont voté en faveur du texte, même si Spautz, réputée pour faire partie de l'aile gauche du LSAP (ou de ce qu'il en reste) a fait planer le doute sur son comportement jusqu'à la fin, liant son vote à celui des députés « LCGB ».

Syndicalistes dehors, politiciens dedans

Et ce n'est pas la motion déposée par les représentant-e-s des quatre fractions et adoptée mercredi à 54 pour et 5 contre qui a tranquilisé les syndicats : elle y invite en effet le gouvernement « à veiller scrupuleusement au niveau des conventions à approuver par le ministre de l'intérieur (...) afin que puissent notamment être évitées des modifications substantielles des conditions de travail, de rémunération et d'avancement des personnes concernées ». Auprès des syndicats, cette motion a eu l'effet inversement attendu : implicitement, elle reconnaît en effet que la loi votée pourrait porter atteinte aux fonctionnaires des réseaux d'énergie détachés dans les sociétés privées prochainement créées.

L'argumentation du ministre de l'économie, Jeannot Krecké (LSAP), est bien connue : il s'agit de rassembler un maximum de réseaux d'éner-

gie communaux au sein d'une grande société nationale privée, en l'occurrence Creos S.A. Comme la législation actuelle ne permet pas le détachement de fonctionnaires publics vers une société privée, la loi votée mercredi doit y remédier. Alors qu'aussi bien Paul Helminger que son adjoint François Bausch (Verts) ont martelé hier au parlement que ni les conditions de travail, ni les rémunérations des fonctionnaires détachés ne seront remis en cause, les syndicalistes n'en croient pas un mot. En effet, ces conditions de travail seront réglées par une convention signée entre le conseil échevinal et la société privée avant d'être approuvée par le ministre de l'Intérieur.

Et c'est ce qui arrivera aux 160 fonctionnaires qui s'occupent du réseau d'énergie de la ville de Luxembourg. Il n'est donc pas étonnant que ceux-ci ont, sans exception, participé à la grève préventive de mercredi. Ceux-ci insistent sur le fait qu'une commune de la taille de Luxembourg peut tout à fait gérer ses réseaux elle-même, comme elle l'a fait jusqu'à présent et qu'aucune directive européenne, contrairement à ce que laissait entendre le gouvernement, n'oblige les communes à « libéraliser » ces réseaux, contrairement à la production et la fourniture de l'énergie.

En fait, la confiance des syndicats envers les dirigeants nationaux et communaux est tout simplement

rompue. Les syndicalistes estiment en effet que cette loi ne constitue pas une solution « pragmatique », mais qu'elle s'inscrit dans une logique de privatisation des services publics en général, notamment la poste. Cet argument a plus d'une fois été répété mercredi. Quant à la solution pragmatique : les syndicats, dans leurs arguments, ne sont pas sans rappeler ces centaines de communes allemandes pionnières dans la libéralisation des réseaux d'énergie et qui, ces dernières années, ont recommunalisé ces services.

En tout cas, Justin Turpel a encouragé les grévistes présents devant la Chambre après le vote de la loi (que seuls les députés de déi Lénk et de l'ADR ont rejetée) de continuer la lutte. Car désormais, la balle est dans le camp du conseil échevinal de la ville de Luxembourg, qui n'est pas, comme l'a malicieusement déclaré Krecké sur ordonnance, paraît-il, du chef du gouvernement, « aucunement obligée à privatiser le réseau ». La lutte, à deux ans des élections communales, promet d'être électrique.